



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale
des territoires

**Déclaration de Projet emportant Mise en Compatibilité (DPMEC)
du Plan Local d'Urbanisme (PLU)
dans le cadre de l'aménagement du champ de tir de Sacconges
de la commune déléguée de SEYNOD (74268)**

Procédure portée par l'État

RECOURS GRACIEUX
en application des dispositions de l'article L.411-2
du code des relations entre le public et l'administration
et de l'article R.421-1 du code de justice administrative

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale
Auvergne-Rhône-Alpes n°2023-ARA-KKU-3111
après examen au cas par cas**

SOMMAIRE :

1- RAPPEL SUR LE PROJET :.....	4
1.1. Ampleur de la mise en compatibilité :.....	5
1.2. Surface impactée par la procédure.....	6
1.3. Opération concernée par la procédure.....	7
2- ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX : BIODIVERSITÉ ET MILIEUX NATURELS.....	8
3- PRISE EN COMPTE DE LA POLLUTION AUX MÉTAUX :.....	9
4- PRISE EN COMPTE DES NUISANCES SONORES :.....	11
4.1. <i>Cadre réglementaire applicables aux activités et infrastructures des Armées...</i>	12
4.2. Antériorité d'implantation du champ de tir de Sacconges au regard de l'urbanisation environnante.....	13
4.3. Règles d'usages du champ de tir de Sacconges vis-à-vis des riverains.....	14
4.4. État initial de l'environnement en matière de nuisances sonores des activités du champ de tir et impacts potentiels du futur STOE.....	17
4.4.1. État initial.....	17
4.4.2. Impact du projet de STOE sur l'état initial.....	19
4.4.3. Scenarii étudiés en matière d'impact sur les nuisances sonores actuelles	22
4.5. Transparence en matière des nuisances sonores.....	23
5- MESURES POUR ÉVITER ET RÉDUIRE LES NUISANCES AUX RIVERAINS.....	24
5.1. Mesures d'évitement :.....	24
5.2. Mesures de réduction :.....	26
5.3. Mesures de compensation :.....	27

Dans sa décision n°2023-ARA-KKU-3111 du 12 juillet 2023, la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes conclut, vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable et des connaissances disponibles à la date de la décision, que le projet de Déclaration de Projet emportant Mise en Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune déléguée de Seynod est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 et, de ce fait, soumet le projet à évaluation environnementale.

La décision précise que l'évaluation environnementale à mener – devant être proportionnée aux enjeux du projet - doit permettre de répondre aux objectifs suivants :

1. *dresser l'état initial de l'environnement, y compris dans son rapport avec la santé humaine, en particulier concernant le bruit et la contamination des sols par les métaux lourds (notamment le plomb) du site de tir actuel ;*
2. *évaluer, en s'appuyant sur les incidences sonores du projet de stand de tir et sur ses incidences en matière de pollution des sols au plomb et leurs conséquences, les impacts potentiels du projet de mise en compatibilité du PLU en la matière ;*
3. *exposer les mesures prises dans le PLU (règlement écrit ou graphique) pour éviter, réduire et, au besoin, compenser l'exposition au bruit des riverains et la pollution des sols par les métaux lourds, ainsi que les mesures de suivi associées.*

L'ensemble des éléments de réponses pouvant être apporté à ces interrogations par la personne publique responsable est détaillé dans le présent rapport constituant ainsi un recours gracieux contre cette décision.

2. ne vise pas à traiter les nuisances sonores générales de ce champ de tir dans son fonctionnement global ;
3. vise à permettre l'aménagement d'un nouveau STOE en remplacement d'un petit stand de tir à l'air libre annexe (TC02) qui concerne un secteur très limité du champ de tir ;
4. à cet effet, ne nécessite qu'une correction limitée du règlement graphique et un ajustement limité d'un seul sous zonage Ac du règlement écrit.

1.1. Ampleur de la mise en compatibilité :

La décision de la MRAE prend en considération les éléments suivants :

1. le projet de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune déléguée de Seynod (74) dans le cadre d'une déclaration de projet pour l'aménagement d'un stand de tir au sein de la servitude d'utilité publique du champ de tir affecté au 27^e bataillon de chasseurs alpin (BCA) au lieu-dit Sacconges (au pied du Semnoz) a pour objet de :
 - modifier le règlement graphique pour :
 - reclasser en zone Ac un segment de zone agricole indicé A d'une contenance de 2 664 m² (parcelles OD83, OD89, OD90 pour parties) ;
 - modifier la légende pour préciser que la zone Ac correspond à un « secteur dédié au champ de tir » au lieu de « secteur de gestion du champ de tir » ;
 - modifier le règlement écrit pour rectifier les dispositions relatives aux occupations et utilisations du sol admises sous conditions particulières dans la zone Ac en remplaçant les mots : « Les activités, constructions, installations, sous réserve d'être nécessaires, et à la gestion, l'entretien ou l'exploitation du champ de tir. / Les murs de soutènement, les exhaussements et les affouillements de sol sont autorisés à condition qu'ils soient nécessaires à la limitation des nuisances sonores induites par l'exploitation du site. » par les mots : « Les activités, aménagements, constructions, et installations, exhaussements et affouillements de sol, sous réserve d'être nécessaires au champ de tir, notamment ceux liés à sa gestion, son usage, son entretien ou son exploitation ».
2. en l'état le projet de mise en compatibilité du PLU assure une moindre protection des riverains vis-à-vis du bruit que le PLU en vigueur, en ce qu'il supprime du règlement écrit la mention explicite à des aménagements "nécessaires à la limitation des nuisances sonores induites par l'exploitation du site.

Le projet de nouvelle rédaction de l'article du Règlement Ecrit du sous-zonage Ac n'exclut pas les « Les murs de soutènement, les exhaussements et les affouillements de sol sont autorisés à condition qu'ils soient nécessaires à la limitation des nuisances sonores induites par l'exploitation du site ». Sa rédaction est plus englobante.

Néanmoins la suppression de cette mention pourrait être perçue comme régression en matière de protection des riverains vis-à-vis du bruit. Aussi, le dossier est modifié avec la nouvelle rédaction suivante pour le sous-zonage Ac :

« Les activités, aménagements, constructions, installations, exhaussements et affouillements de sol sous réserve d'être :

- nécessaires au champ de tir, et notamment ceux liés à sa la gestion, son usage, son l'entretien ou son à l'exploitation du champ de tir ;
- ou

- nécessaires à la limitation des nuisances sonores induites par l'exploitation du site »

1.2. Surface impactée par la procédure

La demande d'examen au cas par cas soumise à la MRAE porte sur la Mise en Compatibilité du PLU de cette Déclaration de Projet, donc sur la procédure d'évolution du document d'urbanisme et non sur le projet lui-même.

Celle-ci se limite, d'une part, à corriger la rédaction du règlement écrit d'un sous-zonage (Ac) dédié dans le PLU opposable au Champ de tir militaire situé à Sacconges dont les termes étaient, par erreur, trop restrictifs et, d'autre part, à élargir ce secteur Ac de 2.664 m².

La surface impactée par le projet de DPMEC représente ainsi une part de :

- 0,137 millième du territoire communal, donc négligeable ;
- 0,37 % de la zone couverte par la Servitude d'Utilité Publique de type AR6 – Abords d'un champ de tir - introduite par la décision n°22052 du 17/02/2007 instituant le Régime Extérieur de ce champ de tir, donc très faible ;
- 5,6 % du sous-zonage Ac, lui-même ne représentant que 0,67 % des secteurs classés en A au PLU, donc marginal.

Dans l'illustration ci-après (utilisée pour la réunion d'examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées dans le cadre de la procédure réglementaire), apparaît le secteur modifié sur les règlements graphiques actuels et en projet. A noter que ces éléments figuraient aussi à la Notice de présentation accompagnant le formulaire d'examen au cas pas cas transmis le 02 juin dernier.

- > Pas d'atteinte au PADD
- > Pas de réduction d'EBC, d'Espaces NAF ou d'une protection
- > Pas d'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AU
- > Pas d'application Loi Littoral ou Montagne
- > Commune couverte par un SCoT approuvé le 26/02/2014
- > Correction/complément d'un sous-zonage existant
- > Pas de création de STECAL

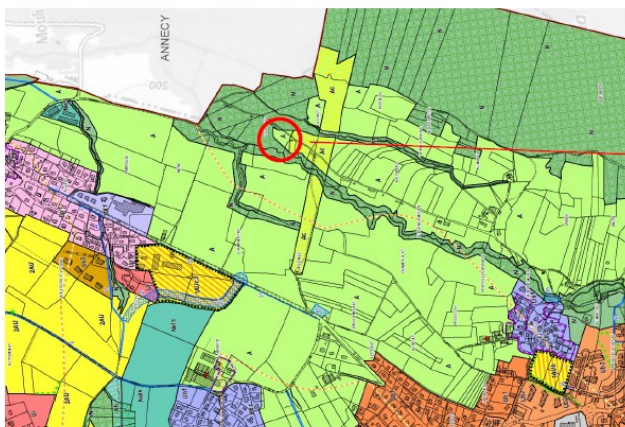
A

Projet de modification du PLU

■ Uniquement dans le secteur Ac :

Les activités, aménagements, constructions, et installations, exhaussements et affouillements de sol, sous réserve d'être nécessaires au champ de tir, et notamment ceux liés à sa gestion, son usage, son entretien ou son exploitation du champ de tir.
Les murs de soutènement, les exhaussements et les affouillements de sol sont autorisés à condition qu'ils soient nécessaires à la limitation des nuisances sonores induites par l'exploitation du site.

PLU opposable (approuvé le 19/12/2016 et modifié le 28/06/2018)



Ac Secteur de gestion du champ de tir

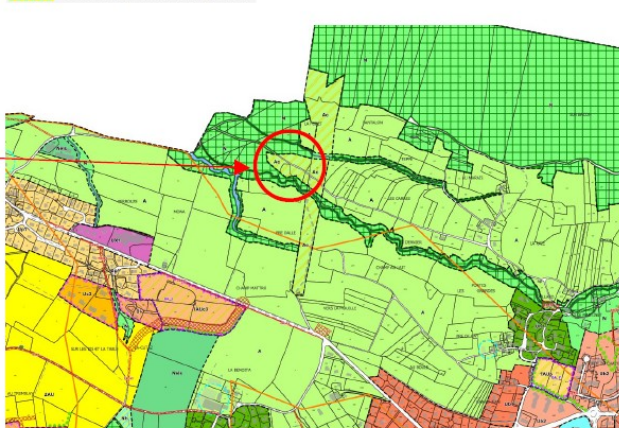


Illustration de la traduction du projet de MEC vis à vis du PLU actuel

1.3. Opération concernée par la procédure

La procédure retenue dans le cadre de la présente demande d'examen au cas par cas est une mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune déléguée de Seynod par déclaration de projet, pour l'aménagement d'un stand de tir au sein de la servitude d'utilité publique.

Il s'agit, pour cette procédure, d'adapter et fixer le cadre réglementaire en matière d'urbanisme, permettant la réalisation du projet de stand de tir évolutif, dont le caractère d'intérêt général a été démontré dans la notice de présentation. En effet, le PLU a pour vocation de réglementer l'usage du sol, et ne peut intégrer d'autres réglementations liées à la mise en œuvre d'un projet quel qu'il soit. Le projet de stand de tir évolutif respectera ces réglementations et justifiera de la prise en compte de ces dernières dans le cadre du dépôt de l'autorisation d'urbanisme nécessaire à la réalisation du projet.

L'examen au cas par cas porte bien sur la procédure d'évolution du PLU et non sur le projet lui-même.

Le projet porté par les services des Armées consiste à répondre à un besoin impératif d'augmentation de ses capacités d'entraînement, au sein d'une emprise déjà dédiée à cet usage, avec l'ambition d'avoir l'impact sur l'environnement le plus limité possible voire être neutre.

L'opération ne vise donc pas à traiter tout le champ de tir militaire, implanté ici depuis 1898 / 1902, mais exclusivement un aménagement ciblé devenu nécessaire en substitution d'un autre aujourd'hui sous utilisé.

Si l'évaluation environnementale doit être proportionnée aux enjeux de la procédure, alors elle ne doit pas conduire à un re-questionnement des impacts du champ de tir à l'air libre lui-même non concerné par la procédure mais uniquement analyser les effets de ce nouvel aménagement.

2- ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX : BIODIVERSITÉ ET MILIEUX NATURELS

La décision de la MRAE considère que :

- ◆ s'agissant de la biodiversité, le dossier précise que le site de tir sera éclairé pour les besoins d'entraînement nocturne mais qu'il n'est pas concerné par un corridor écologique dans la mesure où les espèces se déplacent plus au nord.

Pour mémoire, le formulaire d'examen au cas pas cas précisait déjà que le secteur concerné par la MEC ne comprenait ni n'intersectait de zones humides inventoriées, d'aires protégées (ZNIEFF type I ou II ou Natura 2000), ni de sites inscrits ou classés des environs. Le secteur concerné par le projet se situe hors zone d'aléa fort en matière de risques naturels.

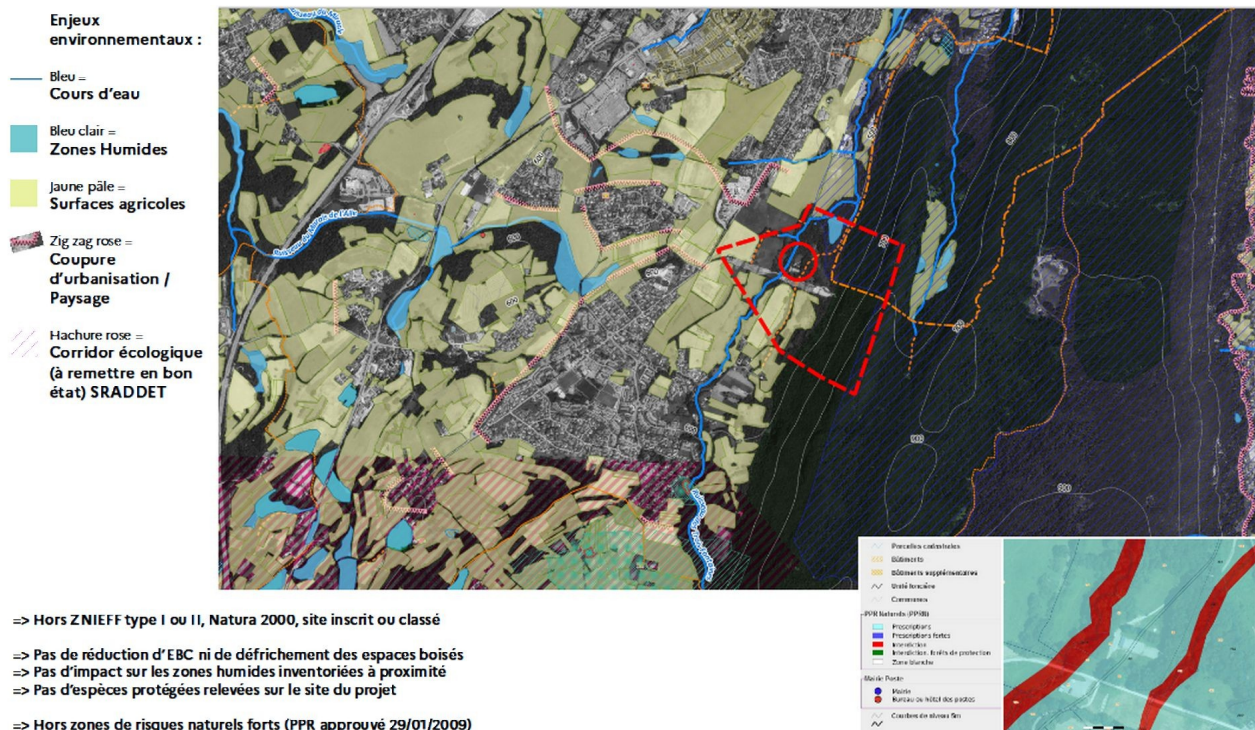


Illustration figurant les enjeux environnementaux, agricoles et naturels à proximité du secteur concerné par la DPMEC (cercle rouge)

Au regard du R122-18 du code de l'environnement, il ne semblait pas requis de produire un État Initial de l'Environnement au stade de la demande d'examen au cas pas cas (de droit commun) pour une procédure d'évolution de PLU impactant une partie extrêmement réduite d'un sous secteur du Champ de Tir.

L'analyse des services des Armées permet d'exclure tout classement du projet au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ou les Installations (IOTA). Il n'identifie aucune autre contrainte environnementale vis-à-vis de l'article R. 122-2 du Code de l'Environnement (évaluation environnementale).

3- PRISE EN COMPTE DE LA POLLUTION AUX MÉTAUX :

La décision de la MRAE prend en considération les éléments suivants :

1. *le dossier ne comprend pas d'analyse de la contamination des sols par les métaux lourds (notamment le plomb) du site de tir actuel et ne précise pas les mesures d'évitement et de réduction d'une telle pollution sur le nouveau site ;*
2. *le dossier n'expose ni ne caractérise suffisamment les enjeux environnementaux et sanitaires (...) de la pollution au plomb.*

Le dossier présenté à la MRAE dans le cadre de l'examen au cas par cas de cette procédure ne développait effectivement pas les enjeux liés à la pollution aux métaux. Cette partie du rapport vient décrire la connaissance de l'état de l'environnement en la matière, apporter les éclairages sur les mesures prises par les Armées et évaluer les impacts de la procédure dans ce domaine.

Il existe actuellement deux champs de tirs en activité (TC 01 et TC 02) sur le site de Sacconges. Comme tous champs de tirs, ils répondent à des normes pour leur entretien et pour leur « construction », notamment pour les matériaux utilisés et ainsi qu'à une réglementation pour leur emploi (Instructions du ministère des Armées).

Les étuis (ou douilles) sont ramassés après chaque exercice puis pesés pour s'assurer d'avoir tout récupéré. Cette opération permet de supprimer la pollution des sols, de limiter les coûts par un recyclage des douilles et d'assurer la sécurité en confirmant que la munition a bien été utilisée.

Les buttes de tirs (servant de réceptacles) sont régulièrement purgées (retrait et traitement des terres), en fonction du nombre de coups tirés, réduisant les risques de pollution des sols par les métaux lourds. Des analyses sur la présence de ces métaux sont réalisées lors de chaque purge, permettant de connaître les taux présents dans les matériaux pollués et de les évacuer vers des centres de traitement agréés.

Le tableau de synthèse de l'instruction sur la purge de buttes de tir, donne ces périodicités :

Le tableau de synthèse suivant est à appliquer dans son sens le plus strict.

Type de butte (STF = stand de tir fermé et CT = champ de tir)	Type de purge	Méthodologie	Acteur	Fréquence
STF et CT	Superficielle / partielle	Ratissage + humidification	Formation	Hebdomadaire ou tous les 1 000 cps/ligne
STF et CT	Profonde	Sur 1 m de profondeur	SID	50 000 cps/ligne
STF et CT	Totale	Sur 2 m de profondeur	SID	150 000 cps/ligne
STF	Complémentaire	Evacuation totale de la butte	SID	450 000 cps/ligne

Tableau de synthèse issue de la directive portant sur l'entretien des buttes de tir n°501770/ARM du 19/04/2018

Les principaux éléments recherchés lors de ces analyses sont les suivants : Aluminium (Al), Antimoine (Sb), Arsenic (As), Cadmium (Cd), Chrome (Cr), Cuivre (Cu), Mercure (Hg), Plomb (Pb), Nickel (Ni), Zinc (Zn). Les différentes analyses réalisées sur des buttes de tir font ressortir des concentrations en Plomb significativement élevées, ainsi que des concentrations importantes en Antimoine et Cuivre, et dans une moindre mesure en Zinc.

Le champ de tir TC01 n'est cependant pas impacté par les travaux d'aménagement du STOE ni par la modification du PLU. A noter que la prochaine purge de la butte de TC01, programmée fin 2023 ou début 2024 (en fonction des coups tirés) sera une purge profonde sur 1 mètre de profondeur).

Le projet prévoit de supprimer le champ de tir existant TC02 et de le remplacer par le futur STOE. La butte de ce champ de tir sera ainsi supprimée. Dans le cadre des travaux, un diagnostic sur la présence de métaux lourds sera réalisé sur la butte et à proximité, avant l'évacuation des matériaux en centre de traitement agréé. Cette opération permettra de totalement éliminer ces matériaux contaminés par des métaux lourds sur la zone impactée par les travaux.

Le futur STOE, ouvert au-dessus sur la quasi-totalité de sa surface, comprendra une partie couverte au niveau de la butte de tir (cf. illustration au 1. du présent rapport). Afin d'éviter toute pollution, cette toiture protégera la butte de tir des intempéries, et empêchera notamment les infiltrations d'eaux pluviales au-travers. De plus, comme toutes les buttes de tirs, elle sera régulièrement purgée et analysée. Les matériaux la constituant seront alors évacués en centre de traitement agréé. Les « déchets de tirs » notamment les étuis seront également ramassés (et pesés pour vérifier la quantité) à l'issue de chaque tir / journée de tirs et évacués.

Le projet du STOE permettra ainsi d'éliminer une source de pollution potentielle aux métaux lourds par la suppression de l'ancienne butte de tir et évitera d'en générer une nouvelle par la couverture de sa butte et sa purge régulière ainsi que par le ramassage des « déchets de tirs ».

Ainsi, il apparaît que le projet n'a pas d'impact notable sur l'environnement et la santé humaine en matière de pollution aux métaux, voire améliore la situation existante.

4- PRISE EN COMPTE DES NUISANCES SONORES :

La décision de la MRAE considère que :

1. *le dossier n'expose pas suffisamment les incidences sonores pour les riverains, après réalisation du projet rendu possible par l'évolution du PLU, et ne justifie pas d'une amélioration de la perception sonore par rapport à la situation actuelle ;*
2. *en l'état le projet de mise en compatibilité du PLU assure une moindre protection des riverains vis-à-vis du bruit que le PLU en vigueur, en ce qu'il supprime du règlement écrit la mention explicite à des aménagements "nécessaires à la limitation des nuisances sonores induites par l'exploitation du site.*
3. *s'agissant du bruit :*
 - *le projet tend à accroître le nombre de tireurs intervenant simultanément sur ce site unique ;*
 - *une étude acoustique a été réalisée sur le site du champ de tir de Sacconges (avec cinq points de mesures) qui conclut, après simulation avec le projet, à :*
 - *une augmentation du bruit à l'ouest (PF3, la valeur augmente de + 5,5 et passe de 66 à 71,5) ;*
 - *une augmentation du bruit au sud (PF5, la valeur augmente de + 7,5 et passe de 67 à 74,5) ;*
 - *une atténuation du bruit au nord-ouest (PF4, la valeur diminue de – 4 et passe de 68,5 à 64,5) ;*
 - *une absence d'incidence au nord (PF1, la valeur passe de 66 à 66,5),*
 - *une absence d'interprétation sur l'un des deux points de mesure au nord-ouest (PF2) dans la*
 - *mesure où le bruit du trafic routier est supérieur aux bruits issus du tir ;*
 - *au regard des habitations les plus proches, la nouvelle zone Ac est située à environ 450 m (au nord ouest au niveau du PF2 et au sud au niveau du PF5), 560 m (à l'ouest au niveau du PF3) et 760 m et séparée de celles-ci par une haie et un espace ouvert ;*
 - *le dossier indique que les tirs ne sont pas organisés toute la semaine, sans toutefois préciser l'effectivité de cette organisation (notamment la fréquence des contrôles), ni la perception sonore des tirs par les riverains ;*
4. *le dossier n'analyse pas suffisamment l'état initial de l'environnement, y compris dans son rapport avec la santé humaine, au regard notamment de la perception sonore actuelle des riverains ;*
5. *le dossier n'expose pas suffisamment les incidences sonores pour les riverains, après réalisation du projet rendu possible par l'évolution du PLU, et ne justifie pas d'une amélioration de la perception sonore par rapport à la situation actuelle, notamment pour le groupe d'habitations situé au niveau du PF3 (pour lequel la valeur sonore doit augmenter de + 5,5 avec l'évolution du PLU).*

La présente partie vise à répondre aux observations de la MRAE relatives aux nuisances sonores et à préciser voire compléter les éléments figurant déjà au dossier transmis dans le cadre de l'examen au cas par cas de cette procédure.

4.1. Cadre réglementaire applicables aux activités et infrastructures des Armées.

Le formulaire d'Évaluation Environnementale au cas par cas a été complété en toute transparence s'agissant des nuisances sonores générées par les activités de défense nationale réalisées sur le domaine public de l'État utilisé par le ministère des Armées et faisant l'objet de la mise en compatibilité du PLU.

Néanmoins, la législation française a prévu des dérogations propres « aux activités et installations de la défense nationale » dans la transposition de la directive européenne 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement :

D'une part dans le **code de la santé publique** dispose à son **article R.1336-4** :

Les dispositions des articles R. 1336-5 à R. 1336-11 s'appliquent à tous les bruits de voisinage à l'exception de ceux qui proviennent des infrastructures de transport et des véhicules qui y circulent, des aéronefs, des activités et installations particulières de la défense nationale, des installations nucléaires de base, des installations classées pour la protection de l'environnement ainsi que des ouvrages des réseaux publics et privés de transport et de distribution de l'énergie électrique soumis à la réglementation prévue à l'article 19 de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie.

Lorsqu'ils proviennent de leur propre activité ou de leurs propres installations, sont également exclus les bruits perçus à l'intérieur des mines, des carrières, de leurs dépendances et des établissements mentionnés aux articles L. 4111-1 et L. 4111-3 du code du travail à l'exclusion de ceux exerçant une activité définie à l'article R. 1336-1.

Des prescriptions applicables aux lieux ouverts au public ou recevant du public accueillant des activités de diffusion de sons amplifiés à des niveaux sonores élevés sont énoncées aux articles R. 571-25 et suivants du code de l'environnement.

D'autre part dans le **code de l'environnement** dispose

- à l'article L.571-5 concernant les émissions sonores des objets :

Les dispositions de la présente section ne sont pas applicables aux objets et dispositifs conçus pour l'accomplissement des missions de défense nationale.

Elles ne peuvent pas se substituer aux dispositions plus protectrices contenues dans les codes de l'aviation civile, de la route ou du travail.

- à l'article L.571-8 concernant les activités bruyantes :

Les dispositions de l'article L. 571-6 ne sont pas applicables aux activités et installations relevant de la défense nationale, des services publics de protection civile et de lutte contre l'incendie, ainsi qu'aux aménagements et infrastructures de transports terrestres soumis aux dispositions des articles L. 571-9 et L. 571-10 du présent code et L. 111-11, L. 111-11-1 et L. 111-11-2 du code de la construction et de l'habitation ainsi qu'aux aéroports dont la création est soumise à arrêté ministériel.

Toutefois, les prescriptions visant à limiter les nuisances sonores imposées à ces activités et installations par l'autorité administrative dont elles relèvent sont portées à la connaissance du public.

- à l'article **R.572-1** concernant la prévention des nuisances sonores :

Les mesures prévues par le présent chapitre ont pour objet d'évaluer et de prévenir les nuisances sonores résultant d'activités humaines, notamment les bruits émis par les moyens de transports, le trafic routier, ferroviaire ou aérien ou provenant d'activités industrielles exercées dans les installations classées pour la protection de

l'environnement soumises à autorisation en application de l'article L. 512-1 ou à enregistrement en application de l'article L. 512-7, **à l'exception :**

1° Des activités militaires localisées dans les zones affectées au ministère de la défense, y compris les espaces aériens qui leur sont associés ;

2° Des activités domestiques ;

3° Du bruit perçu sur les lieux de travail et à l'intérieur des moyens de transport, du bruit de voisinage et du bruit produit par les personnes exposées elles-mêmes.

En conclusion, les activités des armées réalisées sur le champ de tir de Sacconges ne sont donc pas soumises à des mesures d'accompagnement d'éventuelles nuisances sonores comme c'est le cas des infrastructures routières, des aérodromes ou des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ou enregistrement. Ces activités de défense nationale ne font donc pas l'objet de plan d'exposition aux bruits, de mesures réglementaires concernant l'urbanisation à proximité de ces installations et ne peuvent pas faire l'objet de recours sur ce motif.

La ville d'Annecy a d'ailleurs rappelé ce cadre réglementaire à ses administrés lors de l'élaboration de son Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE).

4.2. Antériorité d'implantation du champ de tir de Sacconges au regard de l'urbanisation environnante.

Les illustrations qui suivent montrent bien, par des photos aériennes prises tous les 10 ans environ depuis 1963, que l'urbanisation des secteurs non loin voire proches du champ de tir, pourtant présent depuis le début du XXème siècle, s'est renforcée depuis les années 70 et même accélérée ces 20 dernières années, l'implantation du champ de tir étant antérieure.

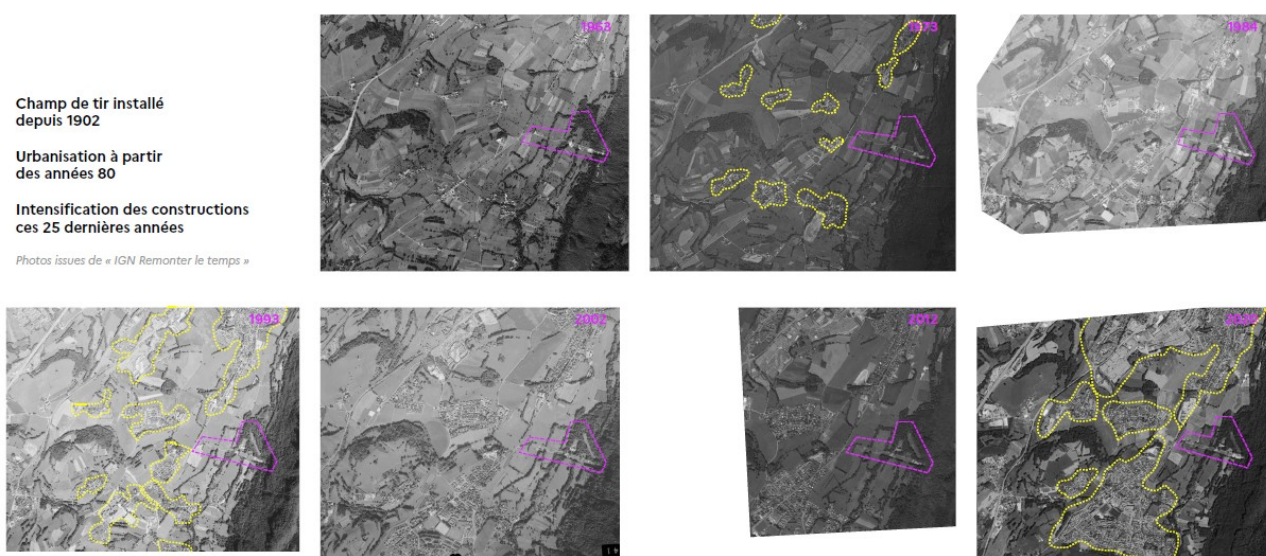


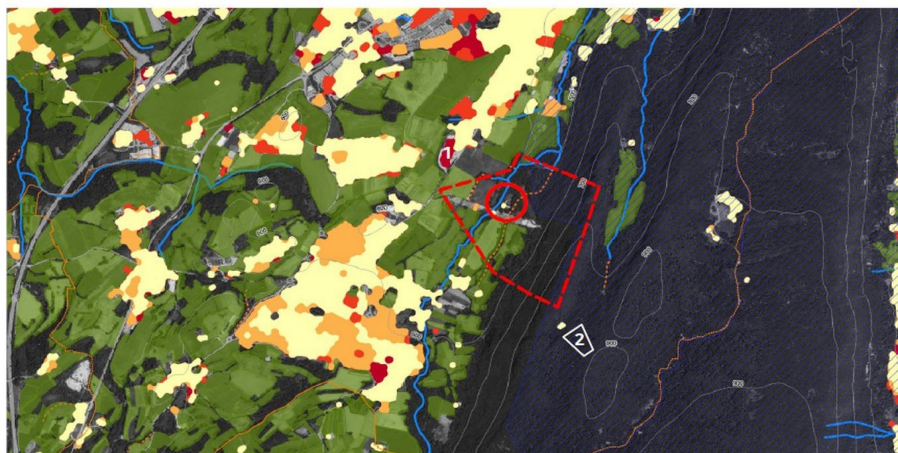
Illustration présentant l'évolution de l'urbanisation (en jaune) autour du champ de tir de Sacconges (en rose) depuis 1963 par tranche de 10 ans environ sur la base de photos aériennes

En effet, en termes d'antériorité, l'immeuble du domaine public de l'État « Champ de tir de Sacconges » est utilisé par les armées depuis 1898 pour l'entraînement aux tirs des troupes de montagne.

Les nuisances sonores générées par les activités militaires sont donc connues depuis des décennies. L'ouverture à l'urbanisation récente pour des programmes résidentiels de secteurs proches du site militaire ne pouvait l'ignorer.

Urbanisation

- Jaune clair = Avant 1998
- Orange = Entre 1998 et 2005
- Rouge = Entre 2005 et 2015
- Pourpre = Entre 2015 et 2020
- Vert = Registre Parcellaire Général (agricole) 2021



1 - Route de Sacconges : travaux et nouveaux immeubles



2 - Vue depuis le Bèlevédère de Vieugy

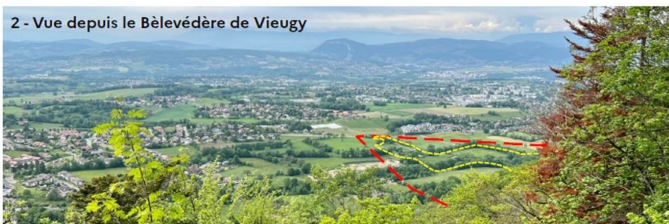


Illustration de l'évolution de l'enveloppe urbaine depuis 1998 autour du champ de tir de Sacconges et photographie du dernier programme construit à proximité

4.3. Règles d'usages du champ de tir de Sacconges vis-à-vis des riverains.

Dans le cadre des règles actuellement en vigueur au ministère des armées relatives à la gestion des infrastructures de tir, un « régime extérieur du champ de tir » (Régime extérieur du Champ de tir permanent de Sacconges approuvé le 17 avril 2007) est établi de manière volontaire pour fixer la zone de danger (servitude d'utilité publique AR6) et les conditions d'utilisation notamment pour les périodes et horaires de tir. Ce régime extérieur est à la disposition du public dans les mairies concernées. La servitude d'utilité publique AR6 en vigueur a été créé par décision du ministère des armées n°7783/3 du 13/12/1955.

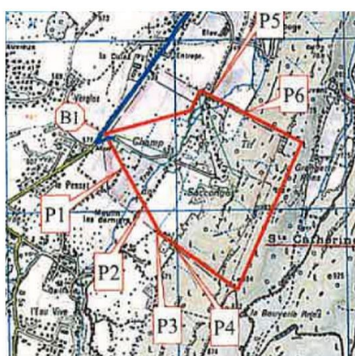
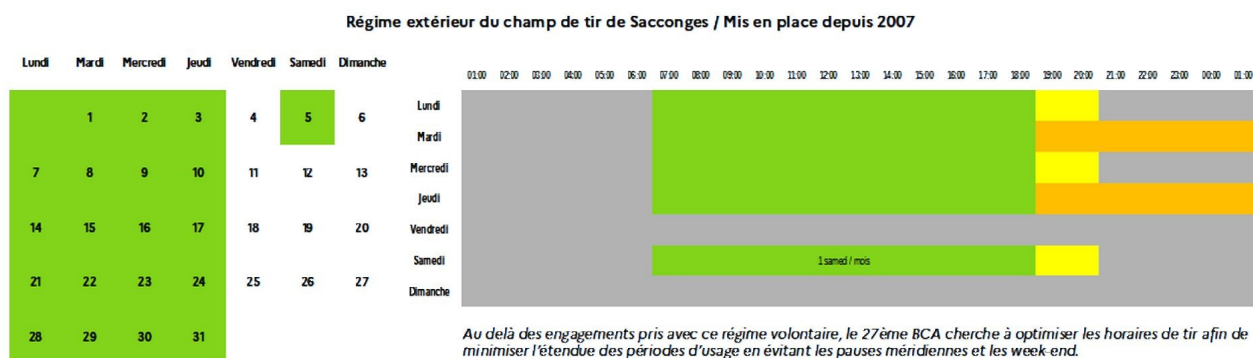
Sur le « Champ de tir de Sacconges », le ministère des Armées est donc réglementairement (droit commun et régime extérieur spécifique) en droit d'effectuer des activités de tir selon les créneaux suivants :

A Toute l'année :

- A.a Pour les tirs de jour : le lundi, mardi, mercredi et jeudi, ainsi qu'un samedi par mois ;
 A.b Pour les tirs de nuit : le mardi et le jeudi.

B Aux horaires :

- B.a De 07h00 du matin au coucher du soleil pour les tirs de jour ;
 B.b En complément pour les tirs de nuit du coucher du soleil à 01h00 du matin.



LÉGENDE	
ÉCHELLE	1 / 25 000
LIMITES DE LA ZONE DANGEREUSE	—
CAPITALES DE TIR	→
BARRIÈRE	⬡
PANNEAUX	P1 P6
TERRAIN MILITAIRE	—
ACCES	—



*Illustration et traduction du régime extérieur du champ de tir de Sacconges
 Calendrier des périodes d'usage – Périmètre – Panneaux d'information*

Le 27^oBCA, de manière volontaire, en lien avec la ville d'Annecy, **a néanmoins mis en place une mesure de réduction des nuisances potentielles** par une limitation des créneaux horaires des tirs, à savoir :

- 1 Toute l'année = identique :
 - 1.a Pour les tirs de jour : le lundi, mardi, mercredi et jeudi, ainsi qu'un samedi par mois ;
 - 1.b Pour les tirs de nuit : le mardi et le jeudi.
- 2 Aux horaires = adaptés :
 - 2.a De 07h00 à 08h00 et de 13h30 à 18h30 ~~au coucher du soleil~~ pour les tirs de jour en semaine, de 09h00 à 12h00 et 13h30 à 17h30 pour le samedi par mois ;
 - 2.b De 20h00 ~~coucher du soleil~~ à 23h30 ~~01h00~~ pour les tirs de nuit.

Cette **mesure de réduction volontaire** des créneaux horaires et des nuisances sonores, amène :

- Un dérangement plus tardif le matin (**1 heure de moins**)
- Un créneau de quiétude pour le déjeuner (**1 heure 30 de moins**)

- **Une suppression du dérangement dès le début de soirée** par un arrêt à 18h30 au lieu du coucher du soleil. Le coucher du soleil en 2023 à Annecy est supérieur à 18h31 **du 07/03/2023 au 27/10/2023** (max de 21h31 au 03/07/2023)
- Une limitation du dérangement le samedi mensuel d'utilisation (**3 heures de moins**)
- Une limitation du dérangement pour les tirs de nuit (**1 heure 30 de moins**)

Ces **dispositions volontaires** sont rendues publiques sur le site internet de la ville d'Annecy (<https://www.annecy.fr/597-champ-de-tir-de-sacconges.htm>).

Il y a aussi lieu de rappeler que régulièrement, sur de longues périodes, les sections du 27ème BCA sont en opération hors Annecy ou en entraînement sur d'autres sites et donc n'utilisent pas du tout le champ de tir de Sacconges.

Cependant, **pour répondre aux besoins de préparation opérationnelle** imposés par les nombreux engagements militaires de la France en opérations intérieures et extérieures, **tout en respectant au mieux le régime extérieur écrit** du champ de tir (issue d'une démarche volontaire), **le 27ème BCA doit désormais utiliser le champ de tir sur des plages horaires plus larges ainsi que sur davantage de créneaux.**

La traduction du régime extérieur actuel en terme de jour d'usage par an du champ de tir mis en place en 2007 s'établit ainsi :

- 4 jours par semaine autorisée de 07h00 au coucher du soleil soit $4 \times 52 = 208$ j/an ;
- 1 samedi par mois autorisée de 07h00 au coucher du soleil soit $1 \times 12 = 12$ j/an ;
- 2 soirs par semaine autorisée du coucher du soleil jusqu'à 1h00 soit $2 \times 52 = 104$ j/an.

A titre d'illustration de l'activité du 27ème BCA sur le champ de tir de Sacconges, les données suivantes peuvent être présentées pour les années 2022 et 2023 (passées et projetées) :

* en 2022 :

- Nombre de jours de Tir en **2022** : $149 / 208 = 71,6 \%$
- Nombre de samedis avec Tir : $08 / 12 = 66,7 \%$
- Nombre de Tirs de nuits : $38 / 104 = 36,5 \%$

* en 2023 :

- . de Janvier – Juillet :
 - Nombre de jours de Tir : 103
 - Nombre de samedis avec Tir : 07
 - Nombre de Tirs de nuits : 22
- . à venir d'Août à Décembre (auxquels pourraient se rajouter des besoins spécifiques non encore connus) :
 - Nombre de jours de Tir : 61
 - Nombre de samedis avec Tir : 05
 - Nombre de Tirs de nuits : 15
- . soit au total :
 - 164 tirs de jour / 208 soit 78,8%,

- 12 samedis / 12 soit 100 %,
- 37 tirs de nuit / 104 soit 35,6 %.

En résumé, le champ de tir de Sacconges est déjà très utilisé aujourd'hui à près des 3/4 des créneaux possibles pour les tirs de jours, à 100 % pour ceux du samedi mais à seulement 1/3 des tirs de nuit.

Pour être complet sur l'usage du champ de tir, les armements les plus utilisés sont le HK et les GLOCK mais d'autres armes, parfois plus lourdes et souvent plus bruyantes sont aussi utilisées. Ci-dessous figurent les % de tirs effectués avec ces autres armes plus impactantes :

- PGM 12,7mm : 5%
- HK 417/SCAR 7,62mm : 15%
- MINIMI 5,56mm : 10%
- MINIMI 7,62mm : 10%

Ainsi, 60 % des tirs se font avec les armes courantes (HK et GLOCK) qui seront celles utilisées dans le STOE et 40 % le sont avec d'autres armes qui continueront d'être utilisées sur TC01 dont la moitié au moins correspondent à des armes plus puissantes et plus bruyantes.

Le Stand de Tir Ouvert Évolutif, objet de la déclaration de projet nécessitant la mise en compatibilité du PLU, **est donc indispensable pour permettre de répondre aux besoins de préparation opérationnelle d'entraînement supplémentaire des sections du 27ème BCA tout en limitant les nuisances sonores (sans augmentation des plages de temps d'usage du champ de tir)** et en restant sur la base des mesures volontaires décrites ci-dessus.

4.4. État initial de l'environnement en matière de nuisances sonores des activités du champ de tir et impacts potentiels du futur STOE.

4.4.1. État initial

Indépendamment du cadre réglementaire, le ministère des Armées reste attentif aux impacts potentiels de ses activités sur les populations à proximité de ses installations.

Au-delà des mesures de réduction par une adaptation des créneaux horaires décrites précédemment, **des mesures d'atténuation du bruit ont aussi été étudiées**, en lien avec la mairie déléguée de Seynod, **à partir d'une étude acoustique, donnant un état initial de l'environnement sonore** du champ de tir. Elle a été réalisée par l'agence REZ'ON en 2016.

Cette étude a quantifié le niveau sonore sur 4 points de mesures avec l'ensemble des armes autorisées sur le champ de tir à cette époque.



Illustration de la localisation des points de mesure du bruit dans l'étude de 2016

Les mesures ont donné une plage globale de niveau sonore de :

- **53,5 dB(A)** à 78 dB(A) au point 1 (correspondant au PF5 de l'étude de 2022)
- 54 dB(A) à 85,5 dB(A) au point 2 (correspondant au PF3 de l'étude de 2022)
- 60 dB(A) à 82,5 dB(A) au point 3 (correspondant au PF4 de l'étude de 2022)
- 54 dB(A) à **91,5 dB(A)** au point 4 (plus loin de la route que le PF2 de l'étude de 2022)

L'état initial de l'environnement en matière de nuisances sonores des activités de tir, donne une plage d'intensité sonore de 53,5 dB(A) jusqu'à 91,5 dB(A) en fonction des armes et munitions utilisées.

L'étude acoustique a aussi permis d'étudier des solutions de réduction des nuisances sonores par la mise en place de protection à la source à partir d'une modélisation avec des merlons de 20 mètres de hauteur aux abords des positions de tir.

Cette étude acoustique a conclu que :

- Pour les positions de tirs les plus utilisées (80% des activités à 100 et 200 mètres),
« les ondes directes et réfléchies sont mélangées ou bien les ondes réfléchies sur la

falaise prédominant. **Un traitement à la source** de type merlons ... **n'apporterait pas d'amélioration pour la perception ...**

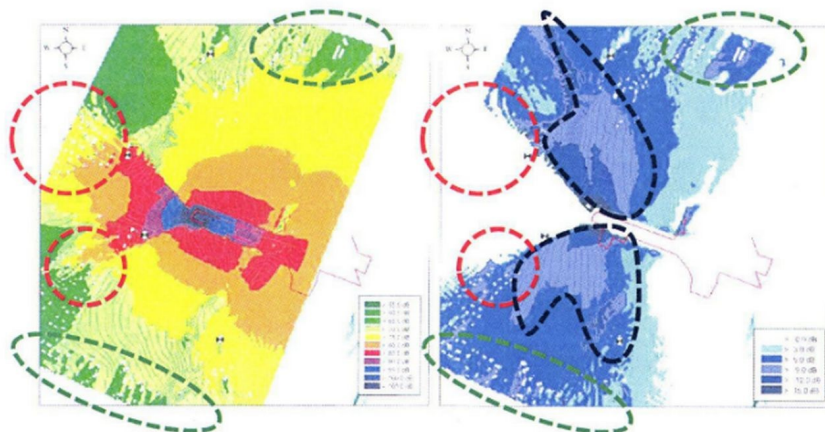
- Pour les autres positions à 400, 500 et 600 mètres, **le traitement à la source apparaît comme envisageable ...**

Devant l'incertitude de résultats d'atténuation conséquente du niveau sonore et de la perception ressentie au niveau des points de mesures, le Ministère des Armées a contre-expertisé cette étude acoustique fournie par la mairie déléguée de Seynod.

L'avis technique établi par les experts acousticiens du Centre d'Expertise des Techniques de l'Infrastructure de la Défense a conclu que :

Quel que soit l'emplacement du tireur, on constate sur ces cartes que :

- les zones habitées les plus exposées, entourées en rouge sur les figures ci-dessous, ne seront pas protégées ;
- les merlons protégeront surtout des terres situées immédiatement derrière eux, entourées en bleu, qui sont inhabitées ;
- les merlons soulageront un peu les habitations les moins exposées, entourées en vert.



Cartes extraites du second rapport : niveau et gain prévisibles, merlons de 20 m, tireur à 600 m

Illustration des simulations de la contre-expertise acoustique réalisée en 2016

En conclusion, à ce jour, **des mesures techniques d'atténuation à la source** par la réalisation de merlons antibruit (hauteur 20 mètres) **n'apporteraient aucune amélioration significative** de la gêne sonore ressentie au niveau des habitations les plus exposées **pour les activités de tirs majoritairement réalisées** sur le « Champ de tir de Sacconges » à savoir les tirs à 100 et 200 mètres.

4.4.2. Impact du projet de STOE sur l'état initial

La modification du PLU vise la réalisation d'un nouvel aménagement - Stand de Tir Ouvert Évolutif – qui permettra l'augmentation devenue nécessaire des capacités de tirs. En effet, **compte tenu des besoins d'entraînement, à défaut de STOE, la mesure de réduction volontaire des nuisances sonores** mise en place par un ajustement des horaires de tirs **ne pourra pas être pérennisée**. La capacité de tir sera augmentée grâce au STOE qui permet d'effectuer des exercices de tirs simultanément à un plus grand nombre de soldats sur deux secteurs du même champ de tir sans risque.

Afin de s'assurer que le futur STOE ne dégradera pas le niveau actuel des nuisances sonores du champ de tir de Sacconges, le ministère des Armées a fait réaliser une étude acoustique sur 5 points de mesure (correspondant le plus possible aux points de la 1^{ère} étude acoustique). Les modélisations ont été limitées à l'arme la plus utilisée sur le champ de tir et qui serait utilisée dans le STOE : le fusil HK416.

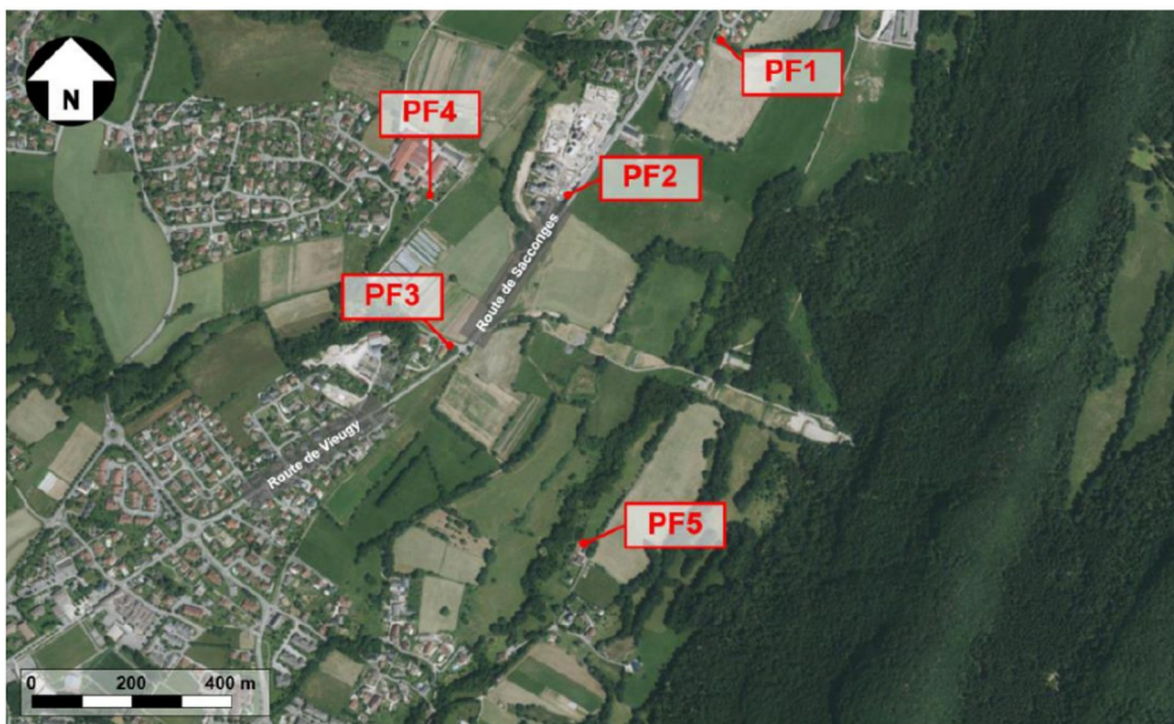


Figure 6 : Plan de localisation des points de mesure

Illustration des points de mesures et de simulation de l'étude acoustique de 2022

Les conclusions de cette étude montrent que, à arme et localisation équivalente et pour la seule arme testée (HK416), les niveaux sonores comparés du champ de tir existant et ceux modélisés dans le STOE se situent dans la même plage de perception sur la plupart des points de mesure :

- de 66 à 68,5 dB(A) pour le champ de tir actuel
- de 64 à 74,5 dB(A) estimées pour le STOE

Points	Bruit mesuré pendant les tirs	Bruit ambiant calculé Tir 15 m	Bruit ambiant calculé Tir 100 m
PF1	66,0	64,0	66,5
PF2	-	65,0	72,5
PF3	66,0	70,0	71,5
PF4	68,5	64,5	64,5
PF5	67,0	72,5	74,5

Tableau de synthèse des résultats. Mesuré = réel actuel, calculé = modélisation STOE
Illustration des valeurs mesurées (1^{ère} colonne) et modélisées (2^{ème} et 3^{ème} colonnes)
de l'étude acoustique de 2022 pour le STOE

A noter que le PF5 correspond à une seule maison isolé en zone agricole.

Pour mieux visualiser le périmètre du projet et les distances qui le séparent des zones habitées ou à urbaniser des alentours, figure ci-après une illustration centrée sur le nouvel aménagement (STOe), sur la base d'une photo aérienne du secteur avec les zonages des PLU (rouge = urbanisé, violet = activités, hachuré bleu = à urbaniser, grisé = potentiellement à ouvrir à l'urbanisation), sur laquelle apparaissent des cercles concentriques de 250, 500, 1000 et 2000 m de rayon depuis le STOe.

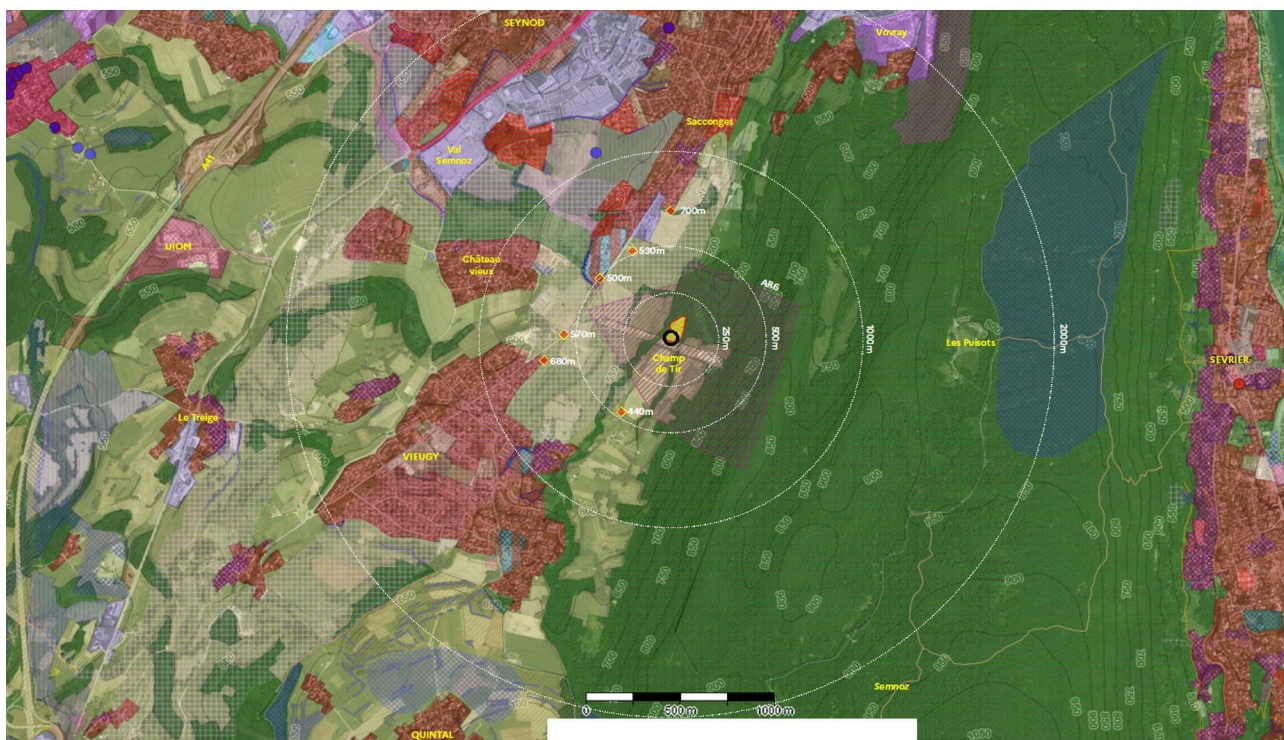
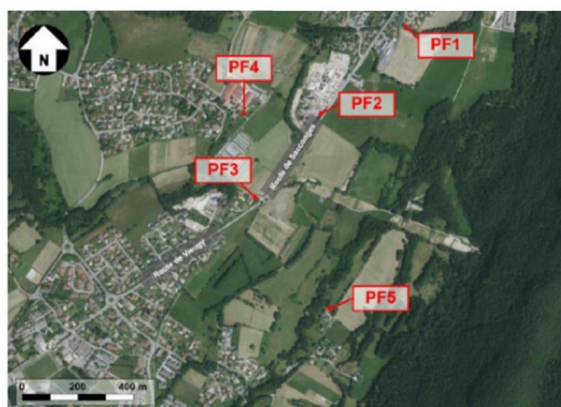


Illustration de la localisation du site du projet avec indication des distances depuis le STOe sur la base d'une vue figurant les zonages des PLU opposables.

En croisant les deux études acoustiques de 2016 et 2022, l'intensité sonore de l'utilisation actuelle du « champ de tir de Sacconges » (cf. parties précédentes) est comprise entre **53,5 dB(A) et 91,5 dB(A) en fonction des armes utilisées**. Le projet de STOe - objet de la présente procédure de modification du PLU - **ne dégrade** donc **pas la situation initiale** concernant les nuisances sonores car les intensités sonores modélisées restent dans la plage des mesures effectuées et seraient nettement inférieures aux valeurs maximales constatées quel que soit le point de mesures.

A contrario, le STOe permet d'augmenter le nombre de tireurs en simultanée sur le site, évitant d'autant l'extension de plage horaire de tir par rapport à l'usage actuel.



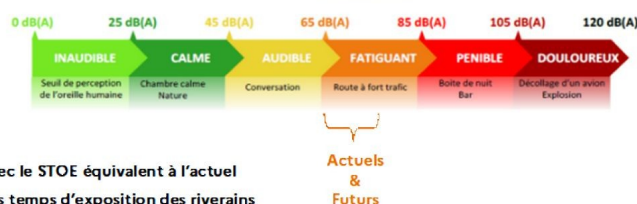
points de mesure

Mesures		Modélisations avec le STOE	
Points	Bruit mesuré pendant les tirs	Bruit ambiant calculé Tir 15 m	Bruit ambiant calculé Tir 100 m
PF1	66,0	64,0 =	66,5 =
PF2	-	65,0	72,5
PF3	66,0	70,0 +	71,5 ++
PF4	68,5	64,5 -	64,5 -
PF5	67,0	72,5 ++	74,5 ++

tableau synthèse des résultats. Mesuré = réel actuel, calculé = modélisation STOE

Augmenter le niveau sonore de :		C'est faire varier l'impression sonore :
3 dB(A)	+	Très légèrement : on fait difficilement la différence entre deux lieux où le niveau diffère de 3 dB(A).
5 dB(A)	++	Nettement : on ressent une aggravation ou on constate une amélioration lorsque le bruit augmente ou diminue de 5 dB(A).
10 dB(A)	+++	De manière expérimentale, il a été montré que la sensation de doublement du niveau sonore est obtenue pour un accroissement de 10 dB(A).

impression sonore



- => Des impacts sonores prévisibles sur le voisinage mais limités en intensité avec le STOE équivalent à l'actuel
- => Evite une extension des plages horaires d'usage du champ de tir et donc des temps d'exposition des riverains
- => Evite la création d'autres champs de tir dans le même bassin de vie

Illustration de synthèse commentée des mesures et simulation de l'étude acoustique de 2022

4.4.3. Scenarii étudiés en matière d'impact sur les nuisances sonores actuelles

Pour répondre aux besoins des Armées d'augmentation des capacités d'entraînement des différentes sections du 27ème BCA, sur la base du seul champ de tir disponible actuellement dans un périmètre proche de la base d'Annecy, trois scenarii ont été envisagés qui sont décrits pour mémoire ci-dessous.

Scénario A – Le Champ de tir de Sacconges n'est pas modifié.

Si le STOE n'est pas construit :

- la simultanéité des tirs sur 2 infrastructures, Positions de tir TC01 actuelles et futur STOE, n'est pas réalisable car les positions de tir en TC02 actuel ne sont pas activables en simultanéité avec TC01 ;
- les obligations de préparation opérationnelle aux tirs ne pourront pas être réalisées dans les créneaux de réduction volontaire d'activité actuellement en place ; ces plages horaires devront être à nouveau élargies.

Si le champ de tir n'évolue pas, pour satisfaire aux besoins, il y aura une dégradation des nuisances sonores par une remise en cause des mesures de réduction volontaires des créneaux de tir et donc une extension des périodes de tirs.

Scénario B – Construction d'un STOE en lieu et place de TC02

Si le STOE est construit en lieu et place de TC02 :

- la simultanéité d'usage des 2 installations (TC01 et STOE) est possible et permet donc d'augmenter le nombre de tireurs en exercice ;
- le niveau d'intensité sonore des 2 installations reste dans la même plage de 64 à 74,5 dB(A) pour les armes les plus utilisées et nettement inférieur au niveau sonore maximal mesuré de 91,5 dB(A) sur l'ensemble des armes utilisées.

La construction du STOE permet donc de conserver l'état initial en matière de niveau de l'intensité sonore actuelle et de conserver les mesures de réduction volontaires de nuisances mises en place par la réduction des créneaux de tir.

Scénario C – Créer un nouveau champ de tir éloigné des riverains

La création d'un nouveau champ de tir éloigné de zones habitées et/ou à urbaniser nécessite :

- de disposer d'un terrain en toute propriété de 15 ha environ et de pouvoir mettre en place une servitude d'utilité publique AR6 sur une superficie de 70 à 95 ha, éloigné de toute zone habitée dans un périmètre pas trop éloigné du 27°BCA ;
- de pouvoir artificialiser en partie et de générer des impacts notables sur des espaces qui seront nécessairement naturels, agricoles et/ou forestiers.

La création d'un nouveau champ de tir sur le périmètre de la Haute-Savoie, si tant est qu'il soit possible, aura donc nécessairement des impacts notables sur l'environnement et conservera des nuisances sonores potentielles sur des zones futures d'urbanisation.

En conclusion, parmi les 3 scénarii envisagés permettant de répondre aux besoins avérés des Armées, la construction d'un STOE sur le champ de tir de Sacconges est l'option qui présente le plus faible impact environnemental ; impact qui ne dégrade pas la situation actuelle globale en termes de nuisances sonores.

4.5. Transparence en matière des nuisances sonores.

Malgré les dérogations réglementaires reconnues par le Code de l'Environnement et le Code de la Santé Publique aux activités et installations relevant de la défense nationale en matière de nuisances sonores, le ministère des Armées a toujours pris en compte ces nuisances, dès 2007, le plus et le mieux possible et en toute transparence avec les élus concernés et les riverains.

A travers cette procédure de Déclaration de Projet emportant Mise en Compatibilité du PLU de Seynod, avec le présent rapport qui viendra compléter la Notice de présentation de la procédure, le ministère des Armées assure une communication sur les mesures prises, les simulations/modélisations effectuées, les études de réductions potentielles de ces nuisances et d'aménagements répondant à ses besoins et ayant un impact le plus limité possible sur l'environnement.

Ainsi, l'ensemble des éléments produits à l'occasion de l'examen au cas par cas, pour ce recours gracieux et à l'appui de la réunion d'examen conjoint seront versés au dossier d'enquête publique qui sera librement accessible dans les conditions générales fixées par le code.

5- MESURES POUR ÉVITER ET RÉDUIRE LES NUISANCES AUX RIVERAINS

La décision de la MRAE considère que :

- ◆ le dossier ne présente pas les mesures inscrites au règlement écrit ou graphique du PLU permettant d'éviter, réduire et, au besoin, compenser l'exposition au bruit des riverains (dispositifs de protection entre la source de bruit et le riverain, etc.) et le cas échéant les effets de la pollution au plomb.

La présente partie décrira les mesures d'évitement et de réduction des nuisances aux riverains évaluées et prévues dans le cadre de la procédure.

Il y a lieu de rappeler ici que la présente procédure d'évolution du PLU de la commune déléguée de Seynod se fonde sur la nécessaire mise en compatibilité des règlements de ce plan afin de permettre la réalisation d'un projet ciblé sur un secteur limité, à savoir l'aménagement d'un STOE en lieu et place du TC02 sur le champ de tir de Sacconges.

Cette DPMEC est donc fondée sur ce projet et ne peut emporter de mise en compatibilité qui serait en dehors du champ de cette déclaration de projet ou disproportionnée à ses effets ou objectifs.

Le projet – aménagement d'un STOE - fondant la présente procédure d'évolution de PLU répond à des besoins opérationnels avérés des Armées françaises, donc relevant de l'intérêt général, sur un site déjà identifié et dédié à l'activité en question : l'entraînement au tir des sections du 27ème Bataillon des Chasseurs Alpins basé à Annecy.

5.1. Mesures d'évitement :

La mise en œuvre de ce projet et donc de la mise en compatibilité de ce PLU permet d'éviter les alternatives suivantes et leurs impacts :

❶ - ÉVITER de créer un nouveau champ de tir hors zones habitées ou à urbaniser qui aurait pour conséquence d'artificialiser des espaces naturels, agricoles et/ou forestiers et de générer des nuisances sonores là où antérieurement il n'y en avait pas :

En effet, une alternative au projet actuel serait la création d'un nouveau champ de tir en dehors de zones habitées ou à urbaniser dans un futur proche. Or en Haute Savoie, dans un rayon de déplacement de moins d'une heure, identifier une emprise suffisante (15 ha d'au moins 1 km de longueur, avec près de 70 à 95 ha d'abord libres pour la mise en sécurité des populations) est quasi impossible et se ferait forcément au détriment des espaces naturels, agricoles et/ou forestiers. Cette création provoquerait inmanquablement une artificialisation des sols partielle ayant des conséquences sur les milieux et de la biodiversité des espaces NAF concernés. Cette création nécessiterait de nouvelles infrastructures et l'extension de différents réseaux qu'évite une optimisation du site actuellement utilisé. De surcroît, elle générerait des nuisances sonores là où antérieurement il n'y en avait pas.

❷ – ÉVITER d'élargir les plages horaires d'usage du champ de tir, dans la limite du régime extérieur applicable mais au-delà des mesures volontaires de réduction des périodes d'entraînement pratiquées par le 27ème BCA :

Pour répondre aux besoins des forces armées, une autre alternative consisterait à élargir les plages horaires d'usage actuelles. Cette extension pourrait se faire dans la limite des dispositions du régime extérieur existant, voire en devant le réviser, mais en renonçant aux mesures volontaires du 27ème BCA de contraction des périodes de tir évitant les pauses méridiennes et les soirées. Ce projet évite donc une exposition des riverains à des nuisances sonores sur des plages de temps plus importantes.

❸ – ÉVITER de réduire des Espaces Boisés Classés ou impacter de potentielles zones humides et de probables habitats d'espèces naturels :

Le concept de STOE (parois latérales en béton, butte de tir fermée sur trois côté et couverte...) permet de réduire l'encombrement d'une telle infrastructure de tir. Cela évite d'impacter une emprise au sol plus importante.

De surcroît, cette configuration permet de positionner le STOE perpendiculairement au TC01 maintenu en fonction contrairement à un aménagement de type TC02 forcément parallèle. Aussi, la configuration du STOE permet une implantation sur le site actuel, déjà dédié à ces activités d'entraînement et détenu en pleine propriété par les Armées, dans le secteur où les impacts sur la biodiversité et les milieux naturels sont nuls ou extrêmement limités (en deçà des seuils de procédure). C'est ainsi que le STOE d'une longueur totale de 118m n'induit pas une réduction de l'Espace Boisé Classé bordant le champ de tir et évite d'impacter les zones humides non loin tout comme les probables habitats d'espèces naturels qui s'y seraient trouvées.

Le concept de STOE évite aussi d'imperméabiliser toute la zone d'évolution des séances de tir comme cela aurait été le cas avec un bâtiment fermé. Seules les emprises au sol des parois latérales et de la butte de tir couverte empêchent l'infiltration des eaux. A noter que l'emprise du STOE, objet unique justifiant de la procédure, représente une surface d'environ 2.600 m².

❹ – ÉVITER de générer des pollutions des sols aux métaux :

La nouvelle génération de stand de tir, à savoir le STOE vis à vis du TC02, évite tout risque de pollution des sols et donc des eaux souterraines aux métaux de part sa configuration et les procédures de suivi, contrôle, nettoyage et élimination des sources de pollution potentielle (butte de tir close et couverte, tri et contrôle de la butte...).

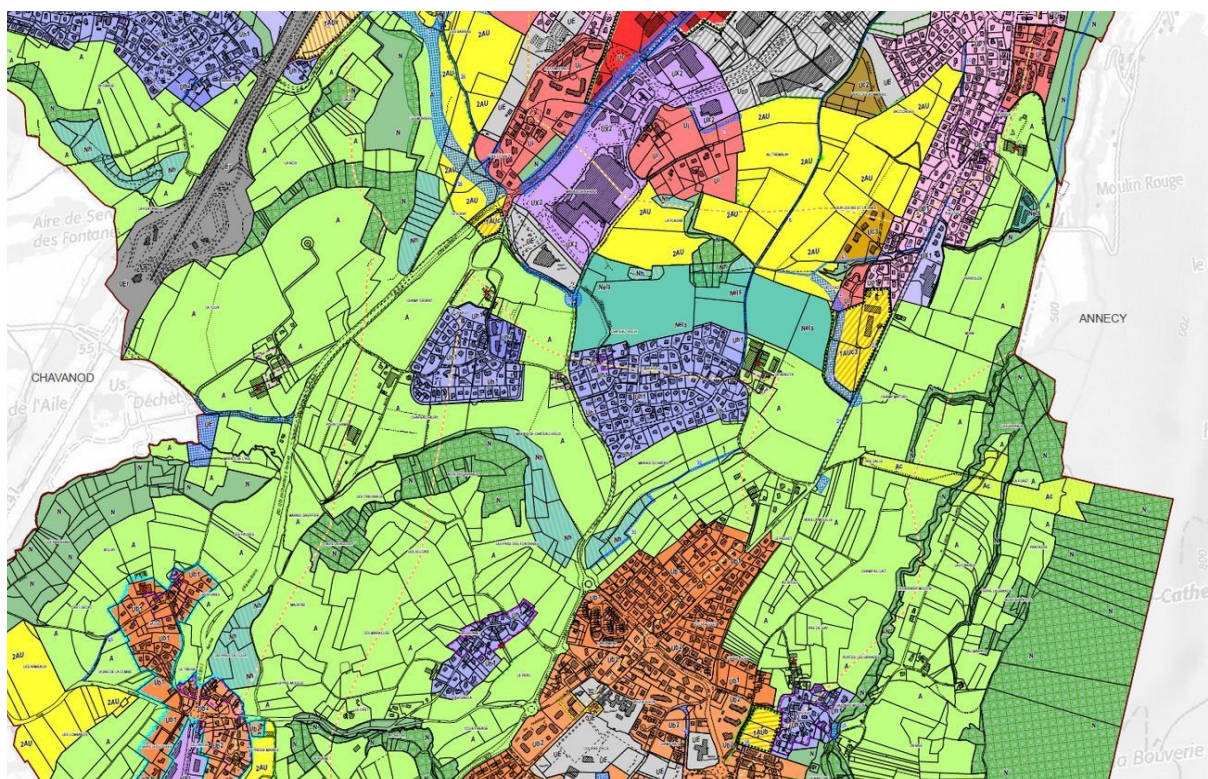
Réflexions sur l'urbanisation future aux alentours du champ de tir :

L'une des sensibilités de cette procédure tient dans l'urbanisation importante constatée dans les dernières décennies non loin du champ de tir de Sacconges.

Bien que le champ de tir soit antérieurement implanté dans ce secteur, les représentants de l'État dont les Armées alimentent les réflexions en cours des collectivités compétentes (CA du Grand Annecy et commune d'Annecy) dans le cadre de l'élaboration du PLU intercommunal Habitat-Mobilité. En effet, ce PLUi HM en cours d'élaboration devrait à assez brève échéance (2025) se substituer à l'actuel PLU de Seynod. Aussi, les réflexions sur nouvelles zones à urbaniser dans un périmètre proche ou moyennement proches du champ de tir et/ou les éventuelles dispositions réglementant, limitant ou conditionnant l'évolution de cette urbanisation seront conduites dans le cadre de cette procédure.

Dans l'attente de l'aboutissement du PLUHM, il convient de noter que toutes les dents creuses ou zones à urbaniser (1AU), dans les alentours du champ de tir sont déjà urbanisées. Il reste une zone 2AU dont l'ouverture à l'urbanisation nécessiterait une évolution du PLU de Seynod qui serait soumise à cas par cas. De plus, l'analyse de l'évolution de l'urbanisation des alentours du champ de tir montre que celle-ci est récente. Aussi elle ne devrait pas faire l'objet à court terme d'opérations de renouvellement urbain et de densification. Ainsi dans l'attente

du PLUIHM, il ne paraît pas nécessaire de faire évoluer les dispositions du PLU actuel pour éviter une urbanisation supplémentaire aux abords du champ de tir.



Extrait de l'actuel règlement graphique du PLU de Seynod avec les zones à ouvrir à l'urbanisation (en jaune) ou à urbaniser (jaune hachurée en rouge) dans un périmètre non loin du champ de tir (jaune hachuré en vert)

5.2. Mesures de réduction :

La mise en œuvre de ce projet et donc de la mise en compatibilité de ce PLU permet de réduire les impacts des activités actuelles ou alternatives :

❶ - RÉDUIRE les déplacements des sections du 27ème BCA et les nuisances en découlant vers d'autres sites d'entraînement lointains :

Les besoins en entraînement des différentes sections du 27ème BCA sont deux à trois fois supérieures à ceux que le champ de tir actuel de Sacconges dans ses conditions d'usage actuelles offrent. Aussi, en attendant l'extension de ses capacités, les troupes du 27ème BCA sont contraintes de se déplacer vers le camp militaire de Chambaran en Isère situé à près de 150 km de la caserne Tom Morel à Cran Gevrier. Ces déplacements consomment beaucoup de temps – donc sont peu efficaces - et ont un coût élevé tant financier qu'en termes d'émission de CO2 et de polluants atmosphériques, le bataillon devant utiliser les véhicules militaires dont il dispose pour assurer les aller-retours.

La mise en place d'un STOE sur le champ de tir de Sacconges permettra de réduire ces déplacements, leurs coûts, les risques afférents au transport d'armes et de personnes et leurs effets négatifs.

❷ – RÉDUIRE le niveau d'intensité sonore du champ de tir :

Les modélisations des intensités sonores d'utilisation du STOE ont été confrontées aux mesures effectuées en plusieurs points zones habitées riveraines en 2022 pour l'usage du même type d'arme tirant à la même distance (15m et 100m) et en 2016 avec tous les types d'armes et à toutes les distances de tir (de 100m à 600m). Ces démarches montrent que l'intensité sonore d'usage courant du STOE sera inférieure par rapport à l'intensité sonore maximale d'exploitation du champ de tir.

Par ailleurs, à nombre de tireurs équivalents, le STOE permettant des exercices simultanés avec le TC01 restant en service, ce projet permettrait de réduire le nombre d'heures ou de jours d'exploitation du site.

Enfin, ci-dessous figure une illustration localisant les points de mesures de l'étude acoustique de 2022, le champ de tir avec le TC01 maintenu et le STOE à aménager ainsi que l'évolution de l'urbanisation dans les alentours (en 1998 puis en 2008, 2015 et 2022). Elle présente aussi la topographie du site avec des courbes de niveaux resserrées à 10m qui montre que l'implantation du STOE a été choisi dans la partie la plus isolée du champ de tir, en contre-bas du site et le plus éloignée possible des zones habitées afin d'en réduire les nuisances pour celles-ci.

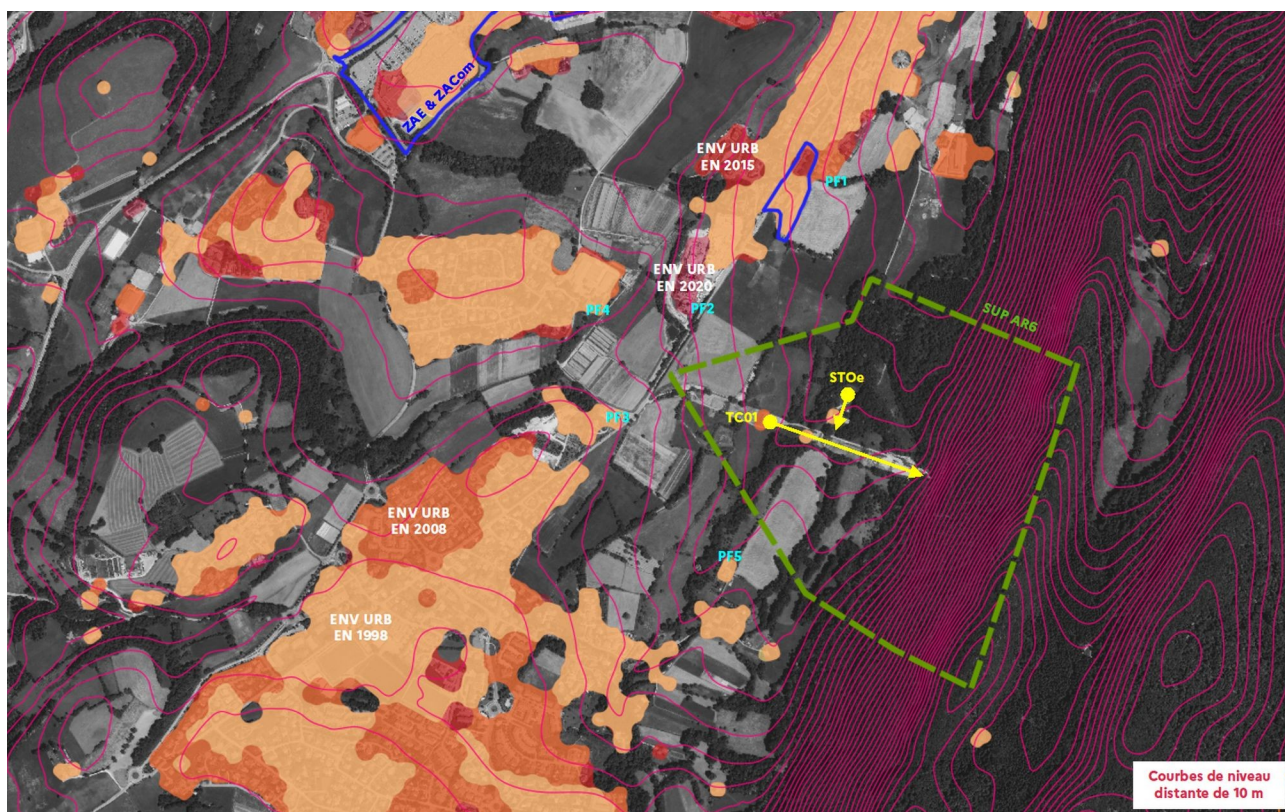


Illustration présentant les paramètres de choix et d'évaluation de l'implantation du STOE

5.3. Mesures de compensation :

Sur la base des éléments qui ont été développés et détaillés dans le dossier initial de demande d'examen au cas par cas relatif à la Déclaration de Projet emportant Mise en Compatibilité du PLU de la commune déléguée de Seynod et du présent rapport de recours gracieux contre la décision n°2023-ARA-KKU-3111, il n'est pas identifié d'impact notable sur l'environnement de cette procédure. Aussi, celle-ci n'a pas besoin de prévoir de mesure dite de compensation.

Transparence et suivi des mesures de bruit :

Toutefois, l'approche volontariste et transparente des parties prenantes à la procédure montrent que celles-ci ont créé les conditions suffisantes en terme de connaissance initiale de l'environnement avant la mise en œuvre de la procédure pour permettre, à la fois une bonne information du public et aussi, à l'avenir, si besoin était, d'effectuer un suivi comparé des principales nuisances identifiées, en particulier au niveau du bruit, bien que les infrastructures de la Défense bénéficient d'une dérogation ou d'une exemption en la matière.

PIÈCE JOINTE ET DOCUMENTS POUR MÉMOIRE :

* Réunion d'examen conjoint du 06 juillet 2023 : fournie en pièce jointe

- Présentation utilisée à la réunion d'examen conjoint annexée au P.V.

* Décision de la MRAE après examen au cas par cas du 12 juillet 2023 : (pour mémoire)

- Décision n°2023-ARA-KKU-3111 du 12/07/2023

* Dossier déjà transmis pour l'examen au cas par cas le 02 juin 2023 : (pour mémoire)

- Notice de présentation de la Déclaration de Projet emportant Mise en Compatibilité du PLU de Seynod ;
- Formulaire d'Examen au cas par cas – document d'urbanisme – Élaboration et procédures d'évolution et son annexe ;
- Projet de règlement écrit du PLU de Seynod ;
- Projet de règlement graphique du PLU de Seynod ;